

Déclaration de Djilor Djidiack (Sénégal) 9 juillet 2021

Nous, la quarantaine de participantes et participants de l'atelier de capitalisation d'expériences sur le plaidoyer pour la souveraineté alimentaire, représentants de 8 (huit) pays d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Guinée Bissau, Mali, Rwanda, Togo, Sénégal), en partenariat avec la Plateforme Souveraineté Alimentaire (PSA) basée à Genève (Suisse) et regroupant 15 ONG, nous sommes réunis du 5 au 9 juillet 2021 à Djilor Djidiack, au Sénégal pour partager nos expériences en matière de plaidoyer en faveur de *systèmes alimentaires locaux territorialisés* dans le cadre de la transition agro-écologique.

Nous avons analysé et tiré des leçons d'expériences majeures de plaidoyers qui ont contribué à l'amélioration des politiques agricoles et alimentaires, comme l'arrêt de l'importation du riz au Burundi, les arrêts temporaires d'importation d'oignons au Sénégal, l'interdiction du bromate de potassium dans les farines boulangères au Togo, etc.

Nous nous sommes inspirés de plaidoyer pour promouvoir une consommation saine et durable des produits locaux, des semences paysannes et une gestion foncière inclusive.

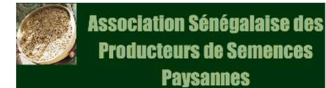
Nous avons évalué les difficultés des femmes et des jeunes qui ont créé des entreprises en lien avec l'agroécologie.

Après avoir constaté, au Sénégal et dans les autres pays présents à cette rencontre :

- une perte importante de la biodiversité agricole à cause des pratiques de sélection et de reproduction ;
- une reconnaissance des semences paysannes qui peine à se concrétiser malgré la ratification du traité international des ressources phytogénétiques pour l'agriculture et l'alimentation (TIRPAA) par les huit pays présents;
- une urbanisation non contrôlée qui continue à réduire drastiquement les espaces agricoles et à priver les exploitations familiales de leurs moyens de subsistance, notamment dans la zone de Niayes ;
- une consommation importante de cubes bouillons dont les effets sur la santé humaine sont très préoccupants mais souvent ignorés des populations ;
- un chômage important des jeunes qui les pousse sur les routes de l'immigration.

Nous appelons les décideurs politiques sénégalais, parlementaires, maires et gouvernement, à :

- Reconnaître les systèmes semenciers paysans ;
- L'opérationnalisation du point focal du TIRPAA, logé au Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER) ;
- Renforcer l'accompagnement des exploitations familiales agricoles en termes de sécurisation juridique de leurs sites de production agricoles et en termes d'accès à l'eau productive pour produire et nourrir durablement les terroirs;
- Relancer et finaliser le processus de réforme foncière en tenant compte des principes d'inclusion, de concertation et de dialogue entre les différentes parties prenantes ;



- Réclamer des études approfondies sur les effets sur la santé liés à la consommation des cubes bouillons et à légiférer en conséquence sur les normes de fabrication et de commercialisation ;
- Faciliter l'obtention des autorisations de fabrication et de mise en vente (FRA) pour les produits locaux issus de l'agroécologie, afin de multiplier les initiatives d'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en lien avec l'agroécologie.

Nous demandons aux parlementaires et maires ici présents d'être les porte-drapeaux de ce plaidoyer auprès des Commissions concernées à l'Assemblée nationale, au sein du réseau des villes vertes et auprès de vos homologues des autres pays présents à la rencontre.

La souveraineté alimentaire ne pourra être effective dans nos pays que lorsque la reconnaissance des semences paysannes, la sécurité foncière, la relocalisation des systèmes alimentaires pour une alimentation saine et durable seront des réalités.